

Inde. La mobilisation des agriculteurs : une feuille de route pour l'opposition

mardi 11 mai 2021, par [RANJAN Satyendra](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mai 2021).

Le mouvement actuel des agriculteurs en Inde s'avère révolutionnaire à plus d'un titre. Il a défié sans ambiguïté l'économie politique du régime actuel du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), la structure mère du Bharatiya Janata Party (BJP), et a, dans une certaine mesure, brisé le contrôle de l'écosystème du RSS-BJP sur le récit politique du pays. Il a également suivi la voie de mouvements sociaux antérieurs, tels que les manifestations contre la loi amendée portant sur la citoyenneté, pour présenter une alternative à l'hégémonie idéologique du régime actuel de Narendra Modi. Bien que cette mobilisation des agriculteurs ait connu ses limites, comme les protestations précédentes, elle a donné de l'espoir aux couches de la société qui s'opposent au changement de « nom » de la nation [qualifiée par le nationalisme religieux hindouiste qui définit aussi la citoyenneté] et du système politique indien.

Le mouvement, toujours présent, des agriculteurs, contre les trois nouvelles lois agricoles, a commencé lorsque la session budgétaire du Parlement a débuté. Ceux qui espéraient un débat sur ces trois lois ont été déçus lorsqu'elles ont été adoptées à la hâte à l'occasion de la session de la mousson du Parlement, en septembre 2020. Le gouvernement central a refusé de mener un véritable débat sur les doléances des agriculteurs, ce qui a finalement conduit à une mobilisation aussi puissante.

Les agriculteurs sont d'avis qu'avec le Electricity (Amendment) Bill, 2020, les trois lois, à savoir Farmers' Produce Trade and Commerce (Promotion and Facilitation) Act, 2020, Farmers (Empowerment and Protection) Agreement of Price Assurance and Farm Services Act, 2020, et Essential Commodities (Amendment) Act, 2020, seraient préjudiciables à leurs intérêts. Ces lois briseraient le réseau de protection du marché et de subventions dont les agriculteurs bénéficient depuis l'époque de la révolution verte. Elles pourraient même conduire à l'accaparement des terres par le capital commercial (Chaba 2020).

Lors de la session du budget du Parlement, le gouvernement dirigé par le Bharatiya Janata Party (BJP) n'a pas laissé les partis d'opposition soulever les questions qui agitent la communauté des agriculteurs. Il faut savoir qu'au début de la session budgétaire, pendant plus de deux mois, les agriculteurs ont campé sur les autoroutes bordant la capitale nationale, New Delhi. Au cours de ce mouvement, des dizaines d'agriculteurs sont morts à cause du mauvais temps et d'autres conditions difficiles (et de la répression) sur les sites de protestation. Pourtant, le gouvernement central n'a pas autorisé un débat spécifique sur les questions soulevées par les organisations d'agriculteurs, pas plus qu'il n'a rendu hommage aux agriculteurs décédés et exprimé ses condoléances aux familles lésées à la Chambre des représentants.

L'économie politique du BJP

Dans ce scénario, le leader du Congrès Rahul Gandhi, en intervenant dans le débat sur le budget

pour 2021-22 (qui s'est déroulé le 11 février), a presque tendu une embuscade au Lok Sabha (chambre basse du parlement). Avant de demander aux membres de son parti et aux autres membres de l'opposition d'observer deux minutes de silence à la mémoire des agriculteurs décédés, il a recadré le vieux slogan du planning familial « Hum do hamare do » [le slogan en hindi renvoie à la famille avec deux enfants, donc quatre personnes] avec une nouvelle signification. Le jour de Dussehra en 2020 [10^e jour d'une fête religieuse], les effigies des industriels Mukesh Ambani et Gautam Adani ont été brûlées en même temps que celles du Premier ministre Narendra Modi et du ministre de l'Intérieur Amit Shah dans tout le Pendjab, épicerie initial du mouvement actuel des agriculteurs. Les « quatre personnes » désignées par le slogan étaient déjà une cible pour les agriculteurs qui protestent contre les trois nouvelles lois agricoles.

Il faut noter qu'en parlant des « quatre » dans le même sens, ce mouvement a indiqué sa compréhension claire de l'économie politique du système d'alliance socio-politique développé par le pouvoir central (Basu 2021). De nombreux économistes, analystes et activistes ont pu en discuter dans le passé (Research Unit for Political Economy 2020), mais ce n'est qu'au cours de ce mouvement que ce lien [entre pouvoir et grand capital] est devenu le sujet de conversation dans la cité. Maintenant, lorsque les réalisations de ce mouvement seront évaluées, sa contribution à la diffusion d'une large compréhension du *modus operandi* du bloc social d'extrême droite, « Hum do hamare do », sera dûment prise en compte.

Il est significatif que les dirigeants du Samyukta Kisan Morcha - la structure qui dirige ce mouvement composé de plus de 400 organisations d'agriculteurs de tout le pays - aient fait preuve d'une rare compréhension du schéma constitutionnel de la division des pouvoirs lorsqu'ils ont rejeté la médiation proposée par la Cour suprême et ont refusé de coopérer avec le comité [de conciliation] de trois membres constitué par la Cour suprême (Yadav 2021). C'est peut-être la première fois depuis des décennies qu'un mouvement politique a refusé de se laisser guider par la « sagesse commune » selon laquelle le pouvoir judiciaire est « au-dessus de tout » et qu'il peut intervenir comme bon lui semble. Dans ce processus, la direction du mouvement a également, de manière subtile, exprimé le ressentiment des masses populaires à l'égard du récent comportement inexplicable du pouvoir judiciaire supérieur, en particulier dans certaines affaires sensibles et très importantes de nature politique.

La protestation des agriculteurs et la narration politique dominante

Mais la contribution la plus importante de la protestation des agriculteurs a été de briser le contrôle du système au pouvoir sur les récits politiques de l'époque actuelle. Dans la mesure où le BJP-RSS a pris le contrôle de la narration politique produite par presque tous les médias « grand public » et a établi un pouvoir inégalé dans le domaine des médias sociaux, les leviers de création et de contrôle de la narration politico-idéologique sont dans ses mains. Depuis presque une décennie, c'est un facteur décisif dans la politique indienne (Sen 2021).

Comme cela a été expérimenté dans le monde entier, lorsque des récits créés artificiellement deviennent décisifs, la vérité et la rationalité en sont les premières victimes. La politique stimulée par les perceptions et les mythes affirme son agenda et conduit à l'affaiblissement des normes démocratiques et de la civilité. Comme nous constatons aujourd'hui qu'une grande partie de la population indienne croit encore que le pays est sur la voie du progrès et que l'économie se porte bien sous le gouvernement actuel du BJP, le pouvoir des récits devient encore plus révélateur (Sircar 2020). Malgré ce contrôle sur le récit de l'écosystème BJP-RSS au pouvoir, la poursuite de la protestation des agriculteurs pendant une si longue période et leur détermination inébranlable peuvent sembler surprenantes pour beaucoup.

Le 28 janvier 2021, sous l'effet du battage médiatique créé par les médias grand public, selon lequel

une violence « sans précédent » s'est abattue sur la capitale nationale et que des « symboles nationaux » ont été profanés lors du rassemblement de tracteurs des agriculteurs le jour de la République, la protestation des agriculteurs semblait s'effondrer. Les forces de sécurité étaient prêtes à faire un « Shaheen Bagh » [référence à l'occupation d'une zone dans le quartier sud de Delhi - du 15 décembre 2019 au 24 mars 2020 - par des femmes musulmanes, en majorité, pour protester contre l'amendement sur la citoyenneté ; occupation qui a été violemment liquidée par la police] sur les sites de protestation autour de Delhi, en commençant par une action répressive à la frontière de Ghazipur (ET 2020). Parallèlement, la nouvelle d'une attaque contre des agriculteurs à la frontière de Ghazipur par une foule dirigée par deux membres du BJP de l'Assemblée législative de l'Uttar Pradesh (UP) est arrivée. Dans une atmosphère aussi tendue, le leader du BKU (Bharatiya Kisan Union-syndicat paysan), Rakesh Tikait, a prononcé un discours émouvant, désormais célèbre.

En peu de temps, une vidéo de Rakesh Tikait, en larmes, a été largement partagée sur les réseaux sociaux, en particulier dans les principales régions d'origine du mouvement actuel. En quelques heures, des centaines d'agriculteurs de l'ouest de l'Uttar Pradesh et de l'Haryana se sont rendus, pour appuyer les barrages, sur les sites de protestation à Ghazipur, Singhu et Tikri. Dès le lendemain, de nombreux « kisan panchayats » [larges manifestations] ont été organisés dans tout le Pendjab, l'Haryana et l'UP occidental. Toutes ces réactions étaient remarquables en elles-mêmes, mais les discours prononcés par les villageois et les agriculteurs ont révélé quelque chose de plus significatif. Ils ont montré l'étendue et le niveau de conscience et de compréhension des nouvelles lois agricoles. Cela n'aurait pas été possible si les agriculteurs n'avaient pas créé leur propre écosystème de communication.

Bien que cet écosystème ne soit pas organisé, qu'il soit décentralisé et qu'il semble parfois anarchique, il s'est avéré suffisant non seulement pour diffuser les nouvelles et les informations du point de vue du mouvement, mais aussi pour contrer les récits propagés par les sources « officielles » et les médias « grand public » (Ananth 2021). L'impact de cet écosystème de communication est évident à bien des égards. C'est uniquement grâce à cet écosystème que la propagande officielle sur les avantages des trois lois sur l'agriculture n'a pas fait mouche et que les efforts visant à stigmatiser le mouvement en le qualifiant de « khalistanais » [indépendantistes sikhs du Pendjab] ont échoué (Prakash 2020). Ni le gouvernement central ni les médias grand public n'ont réussi à propager, en dehors de leurs zones d'influence, l'idée que le mouvement des agriculteurs est dirigé par des partis d'opposition et des forces « anti-nationales ». Au contraire, les zones d'influence du mouvement ont été le théâtre d'une fureur contre le BJP-RSS et les « godi medias » (des médias qui seraient assis sur les genoux du gouvernement).

Les termes dévalorisants et dédaigneux utilisés publiquement à l'égard du RSS-BJP sur les sites de protestation des agriculteurs et dans les « kisan panchayats » (du moins après le 28 janvier) sont inhabituels et inédits depuis plusieurs décennies. Bien que les premiers signes d'une telle colère aient également été visibles lors des manifestations contre la loi d'amendement sur la citoyenneté (CAA) en 2019-20, la principale différence que nous pouvons souligner est que la plupart des personnes qui critiquent avec des mots durs cette fois étaient auparavant sous l'influence des récits des médias « godi ». Ils étaient généralement considérés comme faisant partie de la base de soutien du BJP au pouvoir (Gudavarthy 2021).

L'émergence de ces sections de la société se situant hors du giron du BJP-RSS représente une rupture partielle du contrôle des écosystèmes du BJP-RSS sur les récits politiques et idéologiques au niveau de la base populaire. Il a été bien analysé que lorsque les médias sociaux sont devenus une partie de la vie des gens, la diffusion de fausses informations et la création de puissants récits politico-idéologiques sont devenues à l'ordre du jour, du moins dans les sociétés démocratiques (Grimes 2019). Ce phénomène est devenu si décisif que le concept de « post-vérité » et de « post-journalisme » (Hussain 2021) a vu le jour. À cette époque, les personnes à la recherche de la vérité,

des faits et de la rationalité en politique se sont senties impuissantes face à la formation des opinions publiques et à la sélection des mandats électoraux effectuée sur la base de campagnes politiques farfelues, illogiques et parfois haineuses (Crewe 2017). Quelle que soit l'issue finale du mouvement actuel des agriculteurs, nous sommes définitivement en mesure de dire que ces protestations et les discours qui les sous-tendent ont brisé cette impuissance, dans une large mesure.

Les défis à venir

Mais il y a aussi des limites à de tels événements. Dans une large mesure, l'état actuel de la communication et de la construction narrative par les mouvements n'a pas été capable d'aller au-delà des groupes affectés et de capter largement l'imagination populaire. Ainsi, les protestations des agriculteurs n'ont pas trouvé d'écho auprès des masses affectées par les actions (mal)aventureuses du gouvernement. Les partis politiques qui prétendent s'opposer aux idées communautaristes-néolibérales de l'actuel parti au pouvoir n'ont pas su se montrer à la hauteur.

En outre, de nombreuses mobilisations récentes n'ont pas présenté une alternative aux campagnes de persuasion idéologique du régime RSS-BJP. Une volonté politique capable d'articuler une vision politique plus large en vue de la restructuration de la politique indienne a fait défaut. Les partis d'opposition n'ont guère montré d'inclination pour une telle initiative. Ils ne savent presque rien de la stratégie de communication dans le milieu des nouveaux médias. Mais comme on l'a dit dans d'autres contextes, les médias sont un moyen par lequel la politique devient accessible à la pensée. Ils fournissent aux gens le matériel avec lequel ils peuvent donner un sens à l'expérience non médiatisée (Hind 2021).

Comme nous l'avons vu lors des manifestations contre la CAA [amendement de la loi sur la citoyenneté] et comme nous l'observons aujourd'hui à l'ère de l'internet et des médias sociaux, malgré tout, si l'on dispose d'un message, il peut être communiqué au grand public. La diffusion volontaire de vidéos sur les médias sociaux par de jeunes activistes ou des journalistes engagés, la création d'un réseau de centaines de groupes WhatsApp/Instagram/Signal/Télégramme, le Tweeting/retweeting d'informations provenant de sources authentiques et l'utilisation efficace de sites web propres/amicaux, se sont avérés être un antidote efficace aux cellules des technologies de l'information (IT) (alignées ou penchant vers le parti au pouvoir) et aux « médias godi ». Cela a contribué à répandre et à soutenir les mouvements respectifs pendant une période de temps raisonnablement longue.

Pourtant, en ce qui concerne la satisfaction de leurs revendications, si tous ces mouvements sont dans l'impasse, c'est en grande partie parce que leur attrait s'est limité à certaines sections de la société. Dans les calculs du parti au pouvoir, ces sections ne menacent pas sa majorité politique à l'heure actuelle. Et comme les leviers de la compétition politique sont de plus en plus alignés sur les intérêts du parti au pouvoir, pour l'instant, ses calculs semblent bien placés. Par conséquent, l'impasse dans lequel se trouve placé le gouvernement avec tous les mouvements qui contestent l'hégémonie de ce système (encore plus sous l'effet de la désastreuse pandémie) pourrait se poursuivre dans un avenir prévisible.

Néanmoins, comme le mouvement des agriculteurs a montré une remarquable inclination à évoluer, il présente une sorte de modèle pour les luttes futures. Après avoir délibérément aligné leur mouvement sur les travailleurs agricoles, ils essaient maintenant d'unir leurs forces avec les travailleurs des secteurs organisés et non organisés. Les dirigeants de ce mouvement ont ouvert de nouvelles perspectives pour des mobilisations de masse communes. Ils ont prudemment tenu à l'écart les questions d'« identité » [mise en avant par Modi] et cela a porté ses fruits pour leur mouvement.

Malheureusement, peu de dirigeants politiques en Inde ont montré l'aptitude à saisir cette réalité de plus en plus déroutante. Rahul Gandhi est peut-être une exception, car il a non seulement partagé publiquement sa compréhension de l'imbroglio politique actuel, mais il a également essayé de trouver des solutions originales (Gandhi 2021). Mais il ne parvient pas à proposer un programme d'action convaincant susceptible de susciter l'enthousiasme des masses mobilisées et d'unir davantage de groupes. Par conséquent, son point de vue ne reste pertinent que dans le cadre de ses discussions avec des universitaires ou dans des articles d'opinion occasionnels dans les médias.

Alors que la plupart des partis d'opposition s'opposent désormais aux mesures de privatisation flagrantes et irréfléchies du gouvernement dirigé par le BJP, on peut s'interroger sur leur propre rôle dans la création d'un terrain idéologique favorable à ces privatisations. L'opposition devrait être prête à réévaluer sa compréhension de l'économie politique de l'Inde ainsi que sa politique et à proclamer une nouvelle résolution pour réclamer et réaffirmer le pouvoir de l'État de planifier et de guider l'économie ainsi que de contrôler les marchés.

Sans un plan visant à injecter des ressources dans les entreprises du secteur public et à les ressusciter, à ramener des secteurs tels que l'éducation, les soins de santé et les transports publics dans les mains de l'État, et à développer des infrastructures vertes dirigées par le secteur public, aucun programme politico-économique alternatif crédible ne peut être présenté contre l'économie politique du « Hum do hamare do ». Ces alternatives doivent inclure une volonté pragmatique de s'attaquer au problème de l'inégalité croissante, d'affronter et de contrôler les monopoles, d'augmenter les taux d'imposition sur le revenu et d'imposer des impôts sur la fortune et l'héritage aux couches aisées de la société.

En conclusion

Ces derniers temps, les agriculteurs, les travailleurs et travailleuses, les étudiant-e-s et certaines minorités religieuses et régionales ont eu une vision/idée claire de l'Inde qu'ils souhaitent voir. En fait, c'est à eux que revient le mérite de présenter une alternative à l'idéologie du régime actuel. Bien qu'il n'y ait peut-être pas de solutions immédiates à l'horizon, les récents mouvements populaires ont certainement proposé certains modèles de tactiques et de stratégies, des moyens de communication ainsi que des politiques et des idées pour les futures mobilisations. Leur importance ne doit pas être sous-estimée car ces mouvements ont été la seule source d'espoir au milieu de l'assaut continu de l'autoritarisme communautaire contre la démocratie indienne.

Références

Ananth, Venkat (2021) : "Tractor to Twitter : How Farmers Developed Their Social Media Plan to Convey Their Views," *Economic Times*, 3 January, <https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/tractor-to-twitter-how-farmers-developed-their-social-media-plan-to-convey-their-views/articleshow/80075943.cms?from=mdr>.

Ann Grimes (2019) : "Facebook is the Biggest Problem We Have for Democracy, Former Investor Says," *Columbia Journalism Review*, 26 April, <https://www.cjr.org/analysis/roger-mcnamee-facebook-google.phpv>.

Basu, Ranjini (2021) : "The Threat of Corporate Interests Is a Key Unifying Factor in the Farmer Protests," *Wire*, 21 January, <https://thewire.in/agriculture/farmers-protests-agriculture-laws-corporate-interests>.

Chaba, Anju Agnihotri (2020) : "Explained : Point-by-point, Why Farmers Still Oppose the Centre's Proposals on Farm Laws," *Indian Express*, 16 December,

<https://indianexpress.com/article/explained/government-farmer-talks-deadlock-explained-7106698/>.

Crewe, Tom (2017) : "The New Deal," *London Review of Books*, Vol 39, No 16,

<https://www.lrb.co.uk/the-paper/v39/n16/tom-crewe/the-new-deal>.

Gandhi, Rahul (n d) : "LIVE : My interaction with Prof Kaushik Basu @Cornell University,"

<https://www.youtube.com/watch?v=-uzxxnhEZQE>.

Gudavarthy, Ajay (2021) : "Mobilisation and Composite Culture," *Hindu*, 21 January,

<https://www.thehindu.com/opinion/op-ed/mobilisation-and-composite-culture/article33621318.ece>.

Hind, Dan (2021) : "We Are All Living in Rupert Murdoch's World," *Jacobin*, 3 March,

<https://jacobinmag.com/2021/03/rupert-murdoch-news-media-australia-facebook>.

Hussain, Murtaza (2021) : "How to Understand Rage Economy," *Intercept*, 13 February,

<https://theintercept.com/2021/02/13/news-rage-economy-postjournalism-andrey-mir/>.

Prakash, Meghna (2020) : "Farmers' Protest : It is Instagrammers Vs 'Godi Media'" *Quint*, 6 December,

<https://www.thequint.com/news/india/farmers-protests-artists-reporters-and-activists-vs-godi-media#read-more>.

Research Unit for Political Economy (2020) : "India, COVID-19, the United States, and China," *Monthly Review*, 1 September,

<https://monthlyreview.org/2020/09/01/india-covid-19-the-united-states-and-china/>

Sen, Ronojoy (2021) : "Charisma Through Communication : Comparing Modi's Media Strategy to Nehru and Indira," *Economic & Political Weekly*, Vol 56, No 10,

<https://www.epw.in/engage/article/charisma-through-communication-comparing-modis#.YG2ceR7j6EM.mailto>.

Sircar, Neelanjan (2020) : "The Politics of Vishwas : Political Mobilization in the 2019 National Election," *Contemporary South Asia*, Vol 28, No 2, pp 178-94,

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09584935.2020.1765988?forwardService=showFullText&tokenAccess=V5KNIIE6WNDK9BZAKMAF&tokenDomain=eprints&target=10.1080/09584935.2020.1765988&doi=10.1080/09584935.2020.1765988&journalCode=ccsa20>.

Venkataramakrishnan, Rohan (2020) : "Neelanjan Sircar on Narendra Modi's Politics : 'Murkier the Data, Easier it is to Control Narrative'" *Scroll*, 25 July,

<https://scroll.in/article/968452/murkier-the-data-easier-it-is-to-control-narrative-neelanjan-sircar-on-narendra-modis-politics>.

Venugopal, Vasudha (2020) : "Delhi Lockdown : Anti-CAA Protesters Removed from Shaheen Bagh, Other Places," *Economic Times*, 25 March,

https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/coronavirus-lockdown-delhi-police-vacate-protesters-at-shaheen-bagh/articleshow/74785253.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst.

Yadav, Yogendra (2021) : "Modi Govt is Answerable to Farmers, Not the Judiciary. SC's mediation beyond its Remit," *Print*, 13 January,

<https://theprint.in/opinion/modi-govt-is-answerable-to-farmers-not-the-supreme-court/584582/>.

Satyendra Ranjan

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

(Article publié dans l'hebdomadaire Economic&Political Weekly en date du 29 avril 2021 ; traduction par la rédaction de A l'Encontre)

A l'encontre

<https://alencontre.org/asie/inde/inde-la-mobilisation-des-agriculteurs-une-feuille-de-route-pour-lopposition.html>